



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.381/4
du 3 février 2025

advies 77.381/4
van 3 februari 2025

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
le règlement budgétaire et
comptable de l'Agence
fédérale de Régulation
du Transport'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van
de budgettaire en
boekhoudkundige regeling van
het federaal Agentschap voor
Regulering van Transport'

Le 9 janvier 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'fixant le règlement budgétaire et comptable de l'Agence fédérale de Régulation du Transport'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 3 février 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 février 2025.

*

Op 9 januari 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de budgettaire en boekhoudkundige regeling van het federaal Agentschap voor Regulering van Transport'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 3 februari 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 februari 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Dans son avis 38.200/4 donné le 23 mars 2005 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 janvier 2006 'fixant le règlement budgétaire et comptable de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications', la section de législation a formulé l'observation suivante :

« La deuxième phrase de l'article 33 de l'arrêté en projet règle un élément du statut pécuniaire du membre du Corps interfédéral de l'Inspection des finances délégué par le Ministre du Budget auprès de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

En vertu de l'article 4, 1^o, a et b, de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, cette disposition ne peut être prise sans une négociation syndicale préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein du comité créé à cet effet ».

Cette observation vaut pour la deuxième phrase de l'article 34 du projet.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet trouve son fondement juridique dans l'article 41 de la loi du 8 mai 2024 'sur les exigences en matière d'accessibilité pour les services de transport et créant l'Agence fédérale de Régulation du Transport'.

Cet article dispose :

« Le ministre du Budget exerce, selon les modalités fixées par le Roi, un pouvoir de contrôle sur les décisions de l'Agence qui ont une incidence financière et budgétaire ».

Comme l'intitulé du projet l'indique, celui-ci ne se limite toutefois pas à fixer les modalités selon lesquelles s'exerce le contrôle du ministre du Budget sur les décisions de l'Agence fédérale de Régulation du Transport (ci-après : « l'Agence ») qui ont une incidence financière et budgétaire. Il organise, en effet, l'ensemble de la gestion budgétaire et comptable de l'Agence.

Il convient dès lors de se demander si l'article 41 de la loi du 8 mai 2024 procure un fondement juridique suffisant pour adopter les dispositions du projet qui excèdent la seule fixation des modalités de contrôle du ministre du Budget sur les décisions de l'Agence qui ont une incidence financière, matière que règle le chapitre 6 du projet, comprenant les articles 34 à 42.

Pour ce qui concerne les dispositions des chapitres 1^{er} à 5 du projet, comprenant les articles 1^{er} à 33, le rapport au Roi mentionne :

« L'arrêté royal d[u] 31/7/2017 portant exécution des articles 20, § 2, alinéa 2, 78, alinéa 1^{er}, 80, alinéa 2, 86, alinéa 1^{er}, 87, § 2/1, 89, alinéa 1^{er}, et 96, alinéa 1^{er} de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral, sera d'application si l'Institut des Comptes Nationaux considère l'Agence, en application du Système Européen des Comptes, comme un organisme administratif public assimilé, à l'instar d'autres régulateurs tels que la CREG ou l'IBPT, et la classe donc dans le secteur 'S 1311 Administration centrale – État fédéral' ».

La note au Conseil des ministres datée du 6 février 2024 et figurant dans le dossier joint à la demande d'avis précise à cet égard :

« L'Agence bénéficie d'une gestion financière autonome et, conformément à l'article 2, 3°, relève du champ d'application de la loi du 22 mai 2003 relative à l'organisation du budget et à la comptabilité de l'État fédéral ».

Interrogé sur ce point, le délégué a confirmé :

« Het toekomstig Agentschap voor Regulering van Transport is inderdaad een federale instelling die ondertussen erkend is als S1311 (publicatie in de lijst zal gebeuren na april 2025). Dat betekent dus dat voor de toepassing van de wet van 22 mei 2003 het Agentschap valt onder de categorie van artikel 2, 3°, b) 2^e lid 'Worden gelijkgesteld met de administratieve openbare instellingen met beheersautonomie, op basis van een lijst opgenomen in de begrotingswet, de entiteiten, met rechtspersoonlijkheid, die niet worden uitgesloten op grond van dit punt 3° en die door het Instituut voor de Nationale Rekeningen, geclassificeerd worden onder de centrale overheid, zijnde code S1311' ».

Certes, il peut se concevoir que la mise en œuvre de l'habilitation donnée au Roi par l'article 41 de la loi du 8 mai 2024 nécessite de préciser certaines notions relatives au contenu de documents budgétaires et comptables sur lesquels porte le contrôle exercé en vertu de cette disposition légale par le ministre du Budget ou son délégué. À cet effet, l'auteur du projet peut, au titre de fondement juridique complémentaire, se fonder sur le pouvoir général d'exécution que lui attribue l'article 108 de la Constitution.

Ce fondement juridique complémentaire ne permet toutefois pas d'adopter des règles qui reproduiraient ou paraphraserait les dispositions de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' déclarées applicables aux services assimilés aux organismes administratifs à gestion autonome par son article 3, alinéas 1^{er}, 2 et 5, ainsi que celles de l'arrêté royal du 31 juillet 2017 'portant exécution des articles 20, § 2, alinéa 2, 78, alinéa 1^{er}, 80, alinéa 2, 86, alinéa 1^{er}, 87, § 2/1 et § 3, 89, alinéa 1^{er}, et 96, alinéa 1^{er} de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral', qui règlent déjà la gestion budgétaire et comptable de la future Agence. À fortiori, il ne permet pas d'adopter des règles qui s'écarteraient des dispositions légales applicables ¹.

Les articles 2 à 33 du projet seront revus à la lumière de cette observation.

¹ Voir en ce sens l'observation préalable formulée dans l'avis 38.200/4.

À titre d'exemple, comme en a convenu le délégué, l'article 8 du projet relatif à la procédure d'approbation du projet de budget de l'Agence ne s'accorde pas avec le prescrit de l'article 87, § 2/1, de la loi du 22 mai 2003 et de l'article 9 de l'arrêté royal du 31 juillet 2017 ².

Par ailleurs, les modalités de présentation des tableaux budgétaires figurant à l'article 6 et à l'annexe du projet semblent faire double emploi avec celles prévues au chapitre 2 de l'arrêté royal du 31 juillet 2017.

C'est sous la réserve de cette observation générale que les observations particulières suivantes sont formulées.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Un nouvel alinéa 1^{er}, consacré au visa des articles 107 et 108 de la Constitution sera inséré au titre, d'une part, de fondement juridique partiel de l'article 34 du projet ³ et, d'autre part, de fondement juridique complémentaire des articles 2 à 33 du projet ⁴.
2. À l'alinéa 1^{er} (devenant l'alinéa 2), il convient de viser l'article 41 de la loi du 8 mai 2024.
3. L'accord de la Secrétaire d'État au Budget a été donné le 7 février 2024. Cette date sera mentionnée à l'alinéa 3 (devenant l'alinéa 4).
4. L'accord de la Ministre de la Fonction publique a été donné le 1^{er} février 2024. Cette date sera mentionnée à l'alinéa 4 (devenant l'alinéa 5).
5. Un nouvel alinéa 6, consacré au visa de la formalité préalable que constitue la procédure de négociation syndicale, sera inséré ⁵.

² En outre, l'article 87, § 2/1, de la loi du 22 mai 2003 énonce qu'en ce qui concerne les organismes administratifs à gestion autonome qui ne dépendent pas d'un ministre, les projets de budget sont approuvés par leur organe de gestion et sont transmis au Ministre du Budget selon les modalités fixées par le Roi, sur proposition du Ministre du Budget. Par conséquent, compte tenu de son objet, l'adoption de l'article 8 du projet requiert que le ministre du Budget ait formellement émis une proposition, ce qui n'apparaît pas dans le dossier transmis à la section de législation.

³ Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale relative à l'accomplissement des formalités préalables formulée ci-avant, ainsi qu'à l'observation en ce sens formulée dans l'avis 38.200/4.

⁴ Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale formulée ci-avant.

⁵ Il est également renvoyé sur ce point à l'observation relative à l'accomplissement des formalités préalables formulée ci-avant.

6. L'alinéa 5 (devenant l'alinéa 7) relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 77.381/4 du Conseil d'État donné le 3 février 2025, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ⁶.

7. La mise en œuvre de l'habilitation donnée au Roi par l'article 41 de la loi du 8 mai 2024 n'impose pas l'adoption d'arrêtés royaux délibérés en Conseil des ministres.

L'alinéa 6 relatif à l'absence d'analyse d'impact de la réglementation sera dès lors omis.

La mention de la délibération du projet en Conseil des ministres sera également omise.

DISPOSITIF

Article 3

1. Il n'y a pas lieu de reproduire dans le dispositif du projet les définitions figurant déjà à l'article 33 de la loi du 8 mai 2024. L'article 3 sera revu.

2. À l'article 3, 4^o, les mots « à l'article 33 du présent arrêté » seront remplacés par les mots « à l'article 34 » ⁷.

D'autres références internes figurant dans le dispositif ⁸ semblent également erronées ; elles seront toutes soigneusement revues.

Article 43

L'article 43 dispose que l'arrêté en projet « entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* ».

Il serait préférable de fixer sa date d'entrée en vigueur de manière coordonnée avec celle des dispositions du titre VIII de la loi du 8 mai 2024, dont l'article 61 fixe l'entrée en vigueur le 20 mars 2025.

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 36.1 et formule F 3-5-2.

⁷ *Ibidem*, recommandation 72.

⁸ Et notamment aux articles 21, 25, 26, 28 et 32.

Annexe

Le projet ne comprenant qu'une annexe, il n'y a pas lieu de la numéroté en « Annexe 1 ». L'article 6 qui y renvoie sera également modifié sur ce point.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

In advies 38.200/4 van 23 maart 2005 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 10 januari 2006 ‘tot vaststelling van de budgettaire en boekhoudkundige regeling van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie’, heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking geformuleerd:

“De tweede zin van artikel 33 van het ontworpen besluit regelt een element van de bezoldigingsregeling van het lid van het Interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën dat door de Minister van Begroting wordt afgevaardigd bij het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie.

Krachtens artikel 4, 1°, a en b, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, mag deze bepaling niet worden vastgesteld dan na onderhandeling met de representatieve vakorganisaties in het daartoe opgerichte comité.”

Die opmerking geldt voor de tweede zin van artikel 34 van het ontwerp.

ALGEMENE OPMERKING

Het ontwerp vindt rechtsgrond in artikel 41 van de wet van 8 mei 2024 ‘betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor vervoersdiensten en houdende de oprichting van het Federaal Agentschap voor de Regulering van Transport’.

Dat artikel bepaalt:

“De minister van Begroting oefent volgens de nadere regels die door de Koning worden vastgesteld, een recht van controle uit op de besluiten van het Agentschap die een financiële en budgettaire weerslag hebben.”

Het ontwerp strekt niet louter, zoals blijkt uit het opschrift ervan, tot het vaststellen van nadere regels voor de controle door de minister van Begroting op de besluiten van het Federaal Agentschap voor de Regulering van Transport (hierna: “het Agentschap”) die een financiële en budgettaire weerslag hebben. Daarbij wordt, immers, heel het budgettair en boekhoudkundig beheer van het Agentschap georganiseerd.

De vraag rijst dan ook of artikel 41 van de wet van 8 mei 2024 voldoende rechtsgrond biedt om de bepalingen van het ontwerp aan te nemen die verder gaan dan het louter vaststellen van de nadere regels voor de controle door de minister van Begroting op de besluiten van het Agentschap die een financiële weerslag hebben, welke aangelegenheid geregeld wordt bij hoofdstuk 6 van het ontwerp, dat de artikelen 34 tot 42 bevat.

Over de bepalingen van de hoofdstukken 1 tot 5 van het ontwerp, die de artikelen 1 tot 33 bevatten, staat in het verslag aan de Koning het volgende:

“Indien het Instituut voor de Nationale Rekeningen het Agentschap, in uitvoering van het Europees Stelsel van Rekeningen, van oordeel is dat het gaat om [een] geassimileerde administratieve openbare instelling, naar het voorbeeld van andere regulatoren zoals de CREG of het BIPT, en zodoende categoriseert onder de sector ‘S 1311 Centrale overheid – federale overheid’, zal het KB van 31/7/2017 tot uitvoering van de artikelen 20, § 2, tweede lid, 78, eerste lid, 80, tweede lid, 86, eerste lid, 87, § 2/1, 89, eerste lid, en 96 eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, van toepassing zijn.”

In de nota aan de ministerraad d.d. 6 februari 2024 die in het dossier zit dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, staat in dat verband het volgende:

“Het Agentschap geniet een autonoom financieel beheer en valt volgens artikel 2, 3°, onder het toepassingsgebied van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat.”

Op een vraag dienaangaande heeft de gemachtigde het volgende bevestigd:

“Het toekomstig Agentschap voor Regulering van Transport is inderdaad een federale instelling die ondertussen erkend is als S1311 (publicatie in de lijst zal gebeuren na april 2025). Dat betekent dus dat voor de toepassing van de wet van 22 mei 2003 het Agentschap valt onder de categorie van artikel 2, 3°, b) 2° lid ‘Worden gelijkgesteld met de administratieve openbare instellingen met beheersautonomie, op basis van een lijst opgenomen in de begrotingswet, de entiteiten, met rechtspersoonlijkheid, die niet worden uitgesloten op grond van dit punt 3° en die door het Instituut voor de Nationale Rekeningen, geclassificeerd worden onder de centrale overheid, zijnde code S1311’.”

Het is inderdaad denkbaar dat voor de tenuitvoerlegging van de machtiging die bij artikel 41 van de wet van 8 mei 2024 aan de Koning verleend wordt, bepaalde begrippen verduidelijkt moeten worden in verband met de inhoud van budgettaire en boekhoudkundige documenten die onder de controle vallen die krachtens die wettelijke bepaling uitgeoefend wordt door de minister van Begroting of zijn gemachtigde. Daartoe kan de steller van het ontwerp zich, bij wijze van aanvullende rechtsgrond, baseren op de algemene uitvoeringsbevoegdheid die hem verleend wordt bij artikel 108 van de Grondwet.

Die aanvullende rechtsgrond maakt het echter niet mogelijk om regels vast te stellen die een weergave of parafrasering zijn van de bepalingen van de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’ die bij artikel 3, eerste, tweede en vijfde lid, daarvan toepasselijk verklaard zijn op de diensten die gelijkgesteld zijn met de administratieve instellingen met beheersautonomie, of van de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 juli 2017 ‘tot uitvoering van de artikelen 20, § 2, tweede lid, 78, eerste lid, 80, tweede lid, 86, eerste lid, 87, § 2/1 en § 3, 89, eerste lid, en 96 eerste lid, van de wet van 22 mei 2003

houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat', waarbij reeds het budgettair en boekhoudkundig beheer van het toekomstige Agentschap geregeld wordt. *A fortiori* kunnen daarbij geen regels aangenomen worden die afwijken van de toepasselijke wettelijke bepalingen.¹

De artikelen 2 tot 33 van het ontwerp moeten herzien worden in het licht van die opmerking.

Bij wijze van voorbeeld, en zoals ook de gemachtigde heeft beaamd, is artikel 8 van het ontwerp in verband met de procedure voor de goedkeuring van het ontwerp van begroting van het Agentschap niet conform het voorschrift van artikel 87, § 2/1, van de wet van 22 mei 2003 en van artikel 9 van het koninklijk besluit van 31 juli 2017.²

Bovendien lijkt de in artikel 6 van het ontwerp voorgeschreven opmaak van de tabellen van begroting, welke tabellen opgenomen zijn in de bijlage bij het ontwerp, op die welke voorgeschreven wordt in hoofdstuk 2 van het koninklijk besluit van 31 juli 2017.

Die hiernavolgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt onder voorbehoud van die algemene opmerking.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Er moet een nieuw eerste lid ingevoegd worden waarin verwezen wordt naar de artikelen 107 en 108 van de Grondwet, enerzijds, als gedeeltelijke rechtsgrond voor artikel 34 van het ontwerp³ en, anderzijds, als aanvullende rechtsgrond voor de artikelen 2 tot 33 van het ontwerp.⁴
2. In het eerste lid (dat het tweede lid wordt) dient verwezen te worden naar artikel 41 van de wet van 8 mei 2024.
3. De akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting dateert van 7 februari 2024. Die datum moet vermeld worden in het derde lid (dat het vierde lid wordt).

¹ Zie in die zin de voorafgaande opmerking in advies 38.200/4.

² Bovendien bepaalt artikel 87, § 2/1, van de wet van 22 mei 2003 dat wat betreft de administratieve instellingen met beheersautonomie die niet ressorteren onder een minister, de begrotingsontwerpen goedgekeurd worden door hun beheersorgaan en bezorgd worden aan de minister van Begroting volgens de door de Koning vastgelegde nadere regels, op voordracht van de minister van Begroting. Bijgevolg vereist de aanneming van artikel 8 van het ontwerp, rekening houdend met het voorwerp ervan, dat de minister van Begroting een formele voordracht gedaan heeft, wat niet blijkt uit het dossier dat bezorgd is aan de afdeling Wetgeving.

³ Wat dat punt betreft, wordt verwezen naar de hierboven geformuleerde algemene opmerking in verband met het vervullen van de voorafgaande vormvereisten, alsook naar de opmerking in die zin in advies 38.200/4.

⁴ Wat dat punt betreft, wordt verwezen naar de hiervoor gemaakte algemene opmerking.

4. De akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken dateert van 1 februari 2024. Die datum moet vermeld worden in het vierde lid (dat het vijfde lid wordt).

5. Er moet een nieuw zesde lid ingevoegd worden, gewijd aan het voorafgaande vormvereiste met betrekking tot de procedure inzake het overleg met de vakbonden.⁵

6. Het vijfde lid (dat het zevende lid wordt), in verband met het advies van de Raad van State, moet gesteld worden als volgt:

“Gelet op advies 77.381/4 van de Raad van State, gegeven op 3 februari 2025, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.⁶

7. Voor de tenuitvoerlegging van de machtiging die bij artikel 41 van de wet van 8 mei 2024 aan de Koning verleend wordt, hoeven geen koninklijke besluiten aangenomen te worden die vastgesteld zijn na overleg in de Ministerraad.

Het zesde lid, dat betrekking heeft op het ontbreken van een regelgevingsimpactanalyse, moet dan ook weggelaten worden.

De vermelding van het overleg in de Ministerraad aangaande het ontwerp moet eveneens weggelaten worden.

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. De definities die al opgenomen zijn in artikel 33 van de wet van 8 mei 2024 hoeven niet overgenomen te worden in het dispositief van het ontwerp. Artikel 3 moet herzien worden.

2. In artikel 3, 4°, moeten de woorden “in artikel 33 van het huidige besluit” vervangen worden door de woorden “in artikel 34”.⁷

Andere interne verwijzingen in het dispositief⁸ lijken eveneens foutief; ze moeten zorgvuldig nagekeken worden.

⁵ Wat dat punt betreft, wordt eveneens verwezen naar de hierboven gemaakte opmerking in verband met het vervullen van de voorafgaande vormvereisten.

⁶ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

⁷ *Ibidem*, aanbeveling 72.

⁸ Inzonderheid naar de artikelen 21, 25, 26, 28 en 32.

Artikel 43

Artikel 43 bepaalt dat het ontwerpbesluit in werking treedt “de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt”.

Het verdient aanbeveling de datum van inwerkingtreding te doen samenvallen met die van de bepalingen van titel VIII van de wet van 8 mei 2024 en meer bepaald artikel 61 waarin als datum van inwerkingtreding 20 maart 2025 opgegeven wordt.

Bijlage

Aangezien het ontwerp maar één bijlage bevat, dient die niet genummerd te worden als “Annexe 1”. Artikel 6, waarin daarnaar verwezen wordt, moet in dat verband eveneens gewijzigd worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO